

Quelques constats et interrogations autour du développement local, territorial et social.

par Denis VALLANCE,
Président de l'UNAFORIS

Quelques constats :

- une décentralisation (actes II - droite, et acte III - gauche) qui n'a plus rien décentralisé depuis 1982 - 84 si ce n'est des dépenses (RSA, APA, PCH,...) et qui a par contre quasiment annulé toutes les recettes dynamiques des deux grands niveaux de collectivités sensées remplacer l'Etat dans son rôle d'aménageur-développeur : Régions et Départements,
- la technicisation des intercommunalités dites la plupart du temps "de développement" alors que trop souvent elles gèrent des compétences techniques et accompagnent le développement naturel plus qu'elles ne créent les réelles conditions de son émergence,
- le point de vue négatif développé autour des dépenses de fonctionnement, en mettant, par réduction aux techniques de comptabilité publique, les dépenses d'investissement humain et territorial (agents de développement, travailleurs sociaux, animateurs de quartiers, médiateurs urbains) dans la même catégorie que les vraies dépenses de fonctionnement des institutions. Ces dépenses sont pourtant, pour moi, tout aussi importantes que celles d'un architecte (qu'on classe sans sourcilier dans les dépenses d'investissement, éligibles aux subventions et même au remboursement de TVA !!!). Or que vaut le travail d'un architecte s'il n'a pas été précédé d'un travail d'animation du quartier ou du territoire pour faire émerger un vrai projet de vie d'établissement, un projet de développement d'un territoire, un parcours de vie d'une personne fragile ?
- la dérive en conséquence de nombreux métiers du développement local, social, urbain, vers de la gestion de dispositifs, de financements, de techniques,
- dans cette navigation à vue où les territoires en difficultés le deviennent toujours plus, tandis que les autres se développent toujours plus, les responsables départementaux (encore un exemple réel et concret cette semaine dans un département avec le repérage des innovations et l'injonction de les décliner dans tous les territoires !), les responsables départementaux donc, régionaux, ou nationaux, sont tentés par l'illusoire magie du "passage à l'échelle" : on repère les bonnes initiatives, on les valorise, et on donne des consignes pour les répéter partout... ERREUR MONUMENTALE !!! Ce ne sont pas les actions qu'il faut dupliquer, mais les ingrédients qui leur ont permis d'émerger et de faire leurs preuves : du temps "gratuit" pour l'animation locale, de la transversalité de réflexion, des financements moins tatillons, des compétences qu'il faut arrêter de dessiner comme de la dentelle, et rendre beaucoup plus transverses, de la contractualisation, du débat, de la co-construction, la confiance en la page blanche, bref, de la sérénité et de la confiance.

Et donc pour venir (revenir) à ces nécessaires latitudes d'action territoriale, il convient de mettre en avant plusieurs nécessités :

- L'indispensable habilitation (ré-habilitation) du développeur local, de l'animateur de territoire, de l'animateur et développeur de quartier, des métiers du développement social,
- l'accent sur la connaissance mutuelle des intervenants locaux plutôt que de les laisser s'enfermer chacun dans sa spécificité ou sa technicité,



- l'émergence de projets transversaux de territoire pour le développement local, bien au-delà de la stricte gestion au couteau des compétences légales, et de parcours de vie pour les usagers des politiques de solidarité,
- la reconnaissance et la capitalisation au fil du temps des capacités des individus, comme des territoires,
- la co-formation des acteurs entre eux, élus, développeurs, techniciens, intervenants sociaux, habitants et usagers,
- plutôt que l'illusoire "mise à l'échelle" des innovations territoriales, préférer la mise en oeuvre de contractualisations plus transversales, moins tatillonnes, faisant confiance aux acteurs locaux en leur laissant plus de temps à l'action qu'au rendu-compte administratif (que si peu de services centraux utilisent pour les valoriser ou en tirer des enseignements pour leurs propres orientations) ,
- la mise en accord des temporalités des différents niveaux d'appui (Europe, Etat, Régions, Départements) pour s'accorder enfin au temps des acteurs les plus territoriaux (et donc établir tous les financements sur la durée du seul mandat municipal/intercommunal, leur permettant ainsi 6 ans de sérénité !),
- des espaces d'engagement pour le citoyen, et pas seulement de participation pour l'utilisateur là où l'institution veut bien lui donner une place, et la construction de l'action publique autour des projets des individus et des territoires.

Et bien d'autres ingrédients que les participants à cette journée sauront tout-à-fait mettre en relief à partir de leur expérience, la seule science exacte dans ce domaine du développement territorial, local et social, à l'inverse de toutes les certitudes de quelque niveau que ce soit, et encore plus de toutes les injonctions de participer, développer, passer à l'échelle, de qui que ce soit !"

Denis VALLANCE
 dvallance@wanadoo.fr

Contribution support de réflexion réalisée à l'occasion de la journée nationale organisée par le Carrefour des Métiers (plateforme portée par l'Unadel et l'IRDSU), le 11 décembre 2017 à Paris

« Développement territorial, nouveaux enjeux et initiatives citoyennes : qu'est-ce qui change ? »

